

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1903.

Projet de loi modifiant la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869 et augmentant le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN DER LINDEN.

MESSIEURS,

Le projet de loi déposé par l'honorable Ministre de la Justice au cours de la séance du 10 juillet, est né de la nécessité, maintes fois signalée par les organes de l'opinion publique, d'accélérer l'expédition régulière des affaires.

Il a en vue de faire disparaître l'arriéré des Cours d'appel, et spécialement de celle de Bruxelles qui, plus que les deux autres, souffre de l'état de choses existant.

Dans ce but, le projet modifie les lois qui règlent l'organisation judiciaire.

Les innovations qu'il propose peuvent se résumer comme suit :

1° Les Cours d'appel auront désormais un minimum de six conseillers au lieu de sept ;

2° Cette mesure permettra de créer à Bruxelles une chambre nouvelle, formée à l'aide du personnel actuel de la Cour ;

Il suffira de le compléter par la nomination d'un président de chambre, d'un conseiller et d'un avocat-général (le projet de loi autorise cette augmentation de personnel), ainsi que d'un greffier-adjoint, pour la nomination duquel il suffit d'un arrêté royal ;

3° La chambre nouvelle siègera comme chambre civile ;

4° Pour vider l'arriéré correctionnel, une ou plusieurs chambres civiles

(1) Projet de loi, n° 202.

(2) La Commission était composée de MM. HEYDEN, président, MÉLOT, CIRIOUL, DE BROQUEVILLE, MAULLE, VAN DER LINDEN, VERSTEYLEN.

siègeront au nombre de trois conseillers, une fois par quinzaine, quand le premier président constatera, sur le réquisitoire du Procureur-Général, qu'il existe un arriéré correctionnel.

5° Le service de la chambre des mises en accusation, au lieu d'être confié à l'une des sections de la chambre correctionnelle, pourra être désormais exercé par l'une des chambres civiles, désignée par le premier président de la Cour.

6° Enfin, et ceci est une mesure d'exécution, les deux nouveaux magistrats qui, par suite de l'adoption du projet de loi, devront être présentés par les conseils provinciaux, le seront suivant les règles tracées par la loi du 11 septembre 1895.

L'Exposé des motifs explique clairement les dispositions du projet de loi.

Il ajoute qu'elles ont été suggérées par la commission extraparlamentaire instituée par le Gouvernement le 10 juin dernier.

La commission s'y rallie complètement.

Elle constate avec satisfaction qu'il a été promptement donné suite aux vœux émis par les diverses sections et repris par la section centrale elle-même, lors de l'examen du budget de la justice de 1903.

Son rapport pourra être d'autant plus bref que la solution préconisée par la Commission extraparlamentaire et admise par le Gouvernement dans l'article 1^{er} du projet, à savoir, la création d'une chambre nouvelle, empruntée aux éléments que fournit le personnel actuel de la Cour, était déjà indiquée dans le rapport de la section centrale du budget. Votre rapporteur croit pouvoir s'en référer aux considérations qu'il a émises à ce sujet. (*Doc. parl.*, n° 158, p. 16.)

Les diverses chambres civiles de la Cour d'appel de Bruxelles pourront-elles, sans risque de désorganisation, par suite des empêchements d'ordres divers de ses membres ou du service de la Cour d'assises, continuer à fonctionner au nombre de six conseillers au lieu de sept ?

Pourront-elles, de plus, comme devront le faire aussi les deux autres Cours, imposer une fois par quinzaine à la moitié de leurs membres le service d'une audience correctionnelle, dans le cas où les circonstances l'exigeront ?

Avec la commission extraparlamentaire et avec le Gouvernement, votre commission se plaît à croire qu'oui. Mais dût la loi n'avoir que le caractère d'un essai, il sera toujours facile de remédier aux inconvénients que révélerait la pratique et de créer un ou plusieurs sièges nouveaux de conseillers.

Il résulte des termes du projet de loi et de ceux de l'Exposé des motifs, que la limitation du nombre des conseillers à six par chambre n'établit qu'un minimum. Il suit de là que, dans les Cours de Liège et de Gand, où les nécessités du service ne sont pas les mêmes qu'à Bruxelles, les diverses chambres resteront composées comme elles le sont et que dans l'avenir le nombre des magistrats qui composent ces Cours ne subira pas de réduction.

A l'article 1^{er}, la commission propose deux modifications de texte.

L'alinéa 1^{er} vise par erreur une loi du 24 septembre 1881. Il existe un arrêté royal de cette date, pris en exécution de la loi du 30 juillet précédent. Le texte devrait être rédigé comme suit :

« L'article 80 de la loi du 18 juin 1869, modifiée par les lois du » 1^{er} avril 1879, du 30 juillet 1881 et du 4 septembre 1891, » (le reste comme au texte).

Votre commission approuve pleinement l'innovation introduite par le projet de loi et d'après laquelle, par modification à la loi du 4 septembre 1891, les fonctions de chambre des mises en accusation cessent d'appartenir exclusivement à la chambre correctionnelle et peuvent être dévolues à l'une des Chambres civiles. L'Exposé des motifs justifie cette réforme. Elle tend à empêcher que les mêmes magistrats connaissent d'un délit à la fois comme juges d'instruction et comme juges chargés d'appliquer la loi répressive. C'est dans ce but qu'a été introduite dans le Code d'instruction criminelle la disposition de l'article 257, remplacé par l'article 98 de la loi du 18 juin 1869, qui défend que les membres de la chambre des mises en accusation, non plus que le juge d'instruction, fassent partie de la Cour d'assises. La procédure, suivie en matière correctionnelle, n'est point exempte de reproches sous ce rapport, et ses vices sont surtout apparents dans les tribunaux qui ne se composent que d'une chambre unique, puisqu'elle tolère que le magistrat qui a fait office de juge d'instruction vienne ensuite, comme membre du tribunal correctionnel, juger le délit qu'il a instruit.

L'alinéa final du même article serait ainsi rédigé :

« Le premier président de chaque Cour désigne, dans l'ordonnance prise » en conformité de l'article 194, une ou plusieurs chambres pour remplir » les fonctions de chambre des mises en accusation; ces chambres siègent au » nombre fixe de trois conseillers. »

Ce changement de texte précise l'innovation introduite par le projet de loi. Il était d'ailleurs inutile de rappeler ici les autres parties de l'article 84, modifié par la loi de 1891; le projet de loi n'a point pour effet d'y déroger.

L'article 2 a reçu également deux modifications de texte.

A l'alinéa 2, la Commission propose de dire :

« Ce magistrat, sur le réquisitoire du procureur général, motivé par » l'existence d'un arriéré correctionnel, charge, etc. », (le reste comme au texte.)

Cette rédaction a pour but d'indiquer que le projet ne déroge point à l'article 83 de la loi de 1869, qui permet au premier président d'instituer, soit d'office, soit sur le réquisitoire du procureur général, une chambre temporaire.

La Commission propose de remplacer les deux derniers alinéas de cet article par les textes suivants :

« Les affaires correctionnelles dont chacune des chambres civiles est

» appelée à connaître, lui sont distribuées par le premier président, *de*
» *manière à assurer l'exécution de l'article 17bis, ajouté à la loi du 3 mai*
» *1889 sur l'usage de la langue flamande.*

» *Les chambres civiles jugent les affaires correctionnelles au nombre fixe*
» *de trois conseillers. »*

Le nombre des conseillers de la Cour d'appel de Bruxelles se trouvant augmenté de deux, la loi devait pourvoir à l'ordre des présentations pour les deux sièges nouveaux.

La loi du 11 septembre 1893 attribuait le 43^e et dernier siège à la province de Brabant.

D'après le nouveau projet de loi, le 44^e est accordé à la province d'Anvers et le 45^e au Hainaut. C'est l'application du mode de répartition établi par cette loi.

Le projet de loi a été adopté par l'unanimité des membres de la Commission.

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

HEYNEN.



(1)

(N^o 207.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JULI 1903.

Ontwerp van wet tot wijziging der wet van 18 Juni 1869
op de rechterlijke inrichting en tot vermeerdering van het personeel
van het Beroepshof te Brussel (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DER LINDEN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet, ter vergadering van 10ⁿ dezer overgelegd door den heer Minister van Justitie, ontstond uit de herhaaldelijk door de tolken der openbare denkwijze aangetoonde noodzakelijkheid om spoediger de rechtsgedingen af te handelen.

Het strekt om het achterstallige der Hoven van beroep uit den weg te ruimen, inzonderheid voor het Hof van Brussel, dat meer dan de twee andere door dezen toestand lijdt.

Te dien einde wijzigt het ontwerp de wetten die de rechterlijke inrichting regelen.

De daardoor voorgestelde nieuwe maatregelen kunnen worden samengevat als volgt :

1^o De Hoven van beroep zullen voortaan ten minste zes raadsheeren tellen, in plaats van zeven;

2^o Ten gevolge daarvan, kan er te Brussel eene nieuwe Kamer worden ingericht met het bestaande personeel van het Hof.

't Zal volstaan het aan te vullen door het benoemen van een kamervoorzitter, een raadsheer en een advocaat-generaal (het wetsontwerp veroorlooft deze vermeerdering van personeel), alsmede van een griffier, voor welker benoeming een koninklijk besluit voldoende is.

(1) Wetsontwerp, n^o 202.

(2) De Commissie bestond uit de heeren HEYSEN, voorzitter, MÉLOT, GIROUL, DE BROQUEVILLE, MABILLE, VAN DER LINDEN, VERSTEYLEN.

3° De nieuwe kamer zal zitten als burgerlijke kamer ;

4° Om de achterstallige boetstraffelijke zaken af te doen, zullen eene of meer burgerlijke kamers zitten met drie raadsheeren, om de veertien dagen, wanneer de eerste voorzitter, op vordering van den Procureur-Generaal, zal vaststellen dat er boetstraffelijke zaken ten achter zijn.

5° In plaats van te worden toevertrouwd aan eene der afdeelingen van de boetstraffelijke kamer kan de dienst der kamer van inbeschuldigingstelling voortaan worden verricht door eene der burgerlijke kamers, door den eersten voorzitter van het Hof aangeduid.

6° Ten slotte, en dit is een uitvoeringsmaatregel, zullen de twee nieuwe magistraten, die na goedkeuring van het wetsontwerp hoeven voorgesteld te worden door de provinciale raden, worden voorgedragen volgens de regelen, bepaald door de wet van 11 September 1893;

In de Memorie van toelichting worden de bepalingen van het wetsontwerp duidelijk uitgelegd.

Daar wordt bijgevoegd dat zij werden ingegeven door de Commissie, welke de Regeering den 10ⁿ Junilaatstleden buiten het Parlement aanstelde.

De Commissie vereenigt er zich volkomen mede.

Met genoegen doet zij uitschijnen, dat er spoedig gevolg werd gegeven aan de wenschen uitgedrukt door de verschillende afdeelingen en herhaald door de Middenafdeeling zelve, bij het onderzoek der Begrooting van Justitie voor 1903.

Haar verslag kan des te korter zijn, daar de oplossing, voorgesteld door de extraparlamentaire Commissie, en aangenomen door de Regeering in artikel 1 van het ontwerp, te weten het inrichten van eene nieuwe kamer, ontleend aan het bestaande personeel van het Hof, reeds was aangeduid in het Verslag der Middenafdeeling voor de Begrooting. Uw verslaggever meent te mogen verwijzen naar zijne bedenkingen daarover. (*Oorkonden der Kamer*, n° 158, bladz. 16.)

Kunnen de verschillende burgerlijke Kamers van het Hof van beroep te Brussel, zonder gevaar van ontreddeering, ten gevolge van allerhande verhindering zijner leden, of van den dienst van het Assisenhof, blijven zitten met zes raadsheeren in plaats van zeven?

Kunnen zij daarenboven, zooals de twee andere Hoven ook hoeven te doen, eenmaal om de veertien dagen aan de helft hunner leden den dienst van eene boetstraffelijke zitting opleggen, in geval de omstandigheden het eischen?

Met de extraparlamentaire Commissie en met de Regeering, denkt uwe Commissie ja. Doch al moest de wet enkel als proef gelden, 't zal steeds gemakkelijk vallen de bezwaren te verhelpen die uit de practijk zouden blijken, en eene of meer nieuwe plaatsen van raadsheer in te richten.

Uit de bewoordingen van het wetsontwerp en van de Memorie van toelichting blijkt, dat het beperken van 't getal raadsheeren tot zes per kamer enkel een minimum is. Daaruit volgt, dat bij de Hoven te Luik en te Gent, waar de behoeften van den dienst niet dezelfde zijn als te Brussel, de verschillende kamers samengesteld blijven zooals zij zijn en dat het getal magistraten, die deze Hoven samenstellen, voortaan niet wordt verminderd.

Aan den tekst van artikel 1 stelt de Commissie twee wijzigingen voor.

In het 1^o lid wordt bij vergissing gewezen op eene wet van 24 September 1881. Er bestaat een koninklijk besluit van dien datum, genomen in uitvoering der wet van 30 Juli 1880. De tekst zou moeten luiden als volgt :

« Artikel 80 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd bij de wetten van 4 April 1879, 30 Juli 1881 en 4 September 1891, » (het overige zooals in den tekst).

Uwe Commissie stemt volkomen in met den nieuwen maatregel, door het wetsontwerp ingevoerd, en ten gevolge waarvan, bij wijziging in de wet van 4 September 1891, het ambt van kamer van inbeschuldigingstelling niet meer uitsluitend behoort aan de boetstraffelijke kamer en kan opgedragen worden aan eene der burgerlijke kamers. Deze hervorming wordt door de Memorie van toelichting gerechtvaardigd. Zij strekt om te verhinderen dat dezelve magistraten kunnen kennis nemen van een wanbedrijf en als onderzoeksrechters en als rechter belast met het toepassen van de strafwet. Met dat oogmerk werd in het Wetboek van strafvordering aangebracht de bepaling van artikel 257, vervangen door artikel 95 der wet van 18 Juni 1869, die verbiedt dat de leden der kamer van inbeschuldigingstelling, evenmin als de onderzoeksrechter, deel uitmaken van het Assisenhof. De rechtspleging, gevolgd in boetstraffelijke zaken, is in dat opzicht niet onberispelijk, en de gebreken daarvan schijnen vooral uit in rechtbanken met slechts eene enkele kamer, vermits zij gedooft dat de rechter die onderzoeksrechter was, nadien als lid der boetstraffelijke rechtbank vonnis velt over het door hem onderzocht wanbedrijf.

Daar het getal raadsheeren in het Hof van beroep te Brussel is vermeerderd met twee, zou de wet voorzien in de orde der voordrachten voor de twee nieuwe plaatsen :

Het laatste lid van dit artikel zou luidenals volgt :

« Door den eersten voorzitter van ieder Hof wordt, bij het overeenkomstig artikel 194 uitgevaardigd bevel, ééne of meer Kamers aangewezen die als Kamer van inbeschuldigingstelling fungeert. Deze Kamers zijn geregeld samengesteld uit drie raadsheeren. »

Deze tekstverandering verduidelijkt de nieuwe maatregelen, door het wetsontwerp ingevoerd. 't Was overigens nutteloos, hier de andere gedeelten van artikel 84, gewijzigd door de wet van 1891, te herinneren; het wetsontwerp strekt niet om daarvan af te wijken.

Aan artikel 2 werden insgelijks twee tekstveranderingen toegebracht.

De Commissie stelt voor in de tweede alinea te zeggen :

« Telkens als het blijkt dat er achterstand in boetstraffelijke zaken is, » belast die magistraat », (het overige zooals in den tekst).

Deze tekst strekt om aan te duiden dat het wetsontwerp niet afwijkt van

artikel 83 der wet van 1869, dat den eersten voorzitter veroorlooft ambts-halve of op vordering van den procureur-general, eene tijdelijke kamer in te richten.

De Commissie stelt voor, de twee laatste alinea's van dit artikel te vervangen door de volgende :

« De boetstraffelijke zaken die iedere der burgerlijke kamers geroepen is te behandelen, worden haar door den eersten voorzitter aangewezen, derwijze dat de uitvoering van artikel 17*bis*, toegevoegd aan de wet van 3 Mei 1889 op het gebruik der Vlaamsche taal, verzekerd zij.

» De burgerlijke kamers, die kennis nemen van boetstraffelijke zaken, zijn geregeld samengesteld uit drie raadsheeren. »

De wet van 11 September 1893 kende de 43^e en laatste plaats toe aan de provincie Brabant.

Volgens het nieuw wetsontwerp, wordt de 44^e toegestaan aan de provincie Antwerpen, en de 45^e aan Henegouw. Dat is de wijze van verdeeling, door deze wet ingesteld.

Het wetsontwerp werd door de leden der Commissie eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

J. VAN DER LINDEN.

De Voorzitter,

HEYNEN.

